

L'EXEMPLAIRE

L'HEBDOMADAIRE DES ÉTUDIANTS EN JOURNALISME

VOLUME XVIII NUMÉRO 17

LE MERCREDI 17 MARS 2010

QUÉBEC

PME
Grande
séduction

Page 3

UNIVERSITÉ

SCIENCE
POLITIQUE
Vote
référendaire

Page 5

ÉCONOMIE

RAPPORTS
D'IMPÔT
Mode d'emploi

Page 9

CULTURE

JULIE LAJOIE
De dentiste à
artiste

Page 10

SPORTS

CANADIENS-
NORDIQUES
Nostalgie

Page 12



Photo Sandra Beausoleil-Auclair

**Marie-Noël Gagné, Kelly Vilo
et toute l'équipe de L'Exemplaire**
exemplaire@com.ulaval.ca

Cité universitaire — Près des 2/3 des personnes fréquentant le campus de l'Université Laval sont en faveur de la tenue de Jeux Olympiques à Québec, selon une enquête réalisée par L'EXEMPLAIRE auprès de 144 personnes.

Ce résultat s'avère près de celui obtenu dans un sondage SOM, commandé par Radio-Canada. Celui-ci a révélé que 3 personnes sur 4 étaient «favorables» ou «plutôt favorables» à la candidature de Québec pour les JO de 2022 ou de 2026.

La plupart des personnes interrogées y voit un net avantage pour la Ville de Québec, notamment pour le tourisme et la visibilité de la Capitale. «Les étudiants seraient interpellés (par exemple les architectes, les artistes).

Ça servirait de transfert de connaissances», a commenté Vincent Bérubé, étudiant en administration. «Ça serait intéressant économiquement, ça placerait Québec au niveau mondial. Ça créerait plus d'emplois, ça stimulerait l'économie locale et ça aurait des retombées intéressantes», a-t-il renchéri.

D'un autre côté, environ 13% des gens interrogés sont réfractaires à la venue de l'événement dans la Capitale. Vincent Poulin, un étudiant en enseignement de l'éducation physique, pense que

«Québec n'est pas prête pour ça. Ça coûterait beaucoup d'argent pour peu de temps et je ne suis pas certain que la réutilisation des infrastructures qu'on construirait en vaudrait la peine.»

Les différents coûts semblent la principale inquiétude des citoyens en ce qui a trait aux JO. En fait, selon le sondage SOM, les deux tiers des répondants ne sont pas prêts à contribuer à un fonds spécifique par le biais d'une taxe spéciale, et ce, dans le but de financer les JO à Québec.

Certains désavantages sociaux et environnementaux encouragent aussi les détracteurs. «À Vancouver, il y aurait eu de la déforestation. Ils ont aussi déplacé les SDF pour bien faire valoir la ville», a déploré Nicolas Matran, étudiant en HEI Relations internationales.

Sur les 144 personnes interrogées, 19 sont indécises ou indifférentes. «J'hésite. Ça serait le fun mais dans un sens, il faudrait construire un stade et grossir la montagne. Ça serait des frais exagérés», a déclaré Marie-Pierre Laprise, étudiante en administration des services financiers.

Le défi de trouver une montagne adéquate ne semble donc pas préoccuper seulement la Ville. Les citoyens interrogés sur le campus sont aussi conscients de ce problème de taille.

Claude Germain, une étudiante en éducation physique, est elle aussi mitigée et appuie Mme Laprise. «Ils pourraient enfin construire le Super PEPS, mais par contre, j'ai peur pour les coûts et ça semble compliqué avec les hauteurs du Massif».

EN BREF

FRANCOPHONIE
L'UL concerné

Une conférence sur la place du Québec dans l'espace francophone a été organisée par l'ÆLIÉS le mardi 9 mars. Seulement une cinquantaine d'invités se sont présentés. Trois conférenciers venus de la France, du Québec et du Maroc ont animé le débat. Ils ont rappelé que la sphère francophone regroupe 200 millions de locuteurs et 70 pays. (F-J.N.)

CRÉDIT
COMMUNAUTAIRE
2^e journée
internationale

Le 11 mars 2010 a eu lieu la 2^e journée nationale du crédit communautaire. Sous le thème «Le microcrédit québécois ORIGINAL, c'est gagnant!», l'occasion a permis de célébrer les dix ans du Réseau québécois du crédit communautaire. Le crédit communautaire aide les gens qui n'ont pas accès au crédit traditionnel et qui souhaitent démarrer une entreprise. (L.M.)

PQ
Le SPQ Libre
doit quitter

Le Parti québécois a décidé de chasser les Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ Libre) comme formation politique. La décision est survenue lors du dernier colloque du parti tenu en fin de semaine dernière à Lévis. Pauline Marois a tout de même invité les membres déchus à continuer de militer au sein du PQ. Le SPQ Libre compte 450 membres dont environ 325 possèdent leur carte du Parti québécois. Plusieurs membres ont mentionné entamer une réflexion concernant leur avenir. (F.M.)

FTQ
Nouveau
partenariat

Le Fonds de solidarité FTQ devient partenaire Or de la Maison du développement durable. Cette association vise à promouvoir l'utilisation responsable des matériaux, la gestion efficace des ressources naturelles et un design environnemental. Le Fonds a signé le Pacte mondial des Nations Unies, qui inclut entre autres le respect des droits de la personne et des droits du travail. Le Fonds appuie les projets communautaires de certaines entreprises. (M-P.B.)

Mouvement féministe
Pour la paix

Marilou St-Pierre

marilou.st-pierre.1@ulaval.ca

Québec – Le mouvement féministe mondial fait de la démilitarisation des zones occupées sa principale revendication pour 2010.

Les activités, qui ont été lancées dans le cadre de la Journée internationale des femmes le 8 mars dernier, s'échelonneront sur toute l'année. «Nous voulons affirmer que la guerre n'est pas une solution. Ce que nous voulons, c'est développer l'aide humanitaire», a déclaré Jacinthe Montplaisir, militante et co-porte-parole de la Marche des femmes à Québec.

Selon Mme Montplaisir, il est tout à fait normal pour les groupes féministes de parler de démilitarisation puisque «la paix a toujours été au cœur des revendications féministes».

«Au Québec, on a moins l'impression de vivre un contexte de guerre, mais l'armée est présente dans les écoles et dans les fêtes de quartier», a renchéri Marie-Ève Duchesne, intervenante à ROSE du Nord et militante.

La mobilisation atteindra son point culminant le 17 octobre prochain, alors qu'un rassemblement mondial est prévu en République démocratique du Congo, pays tou-

ché par les conflits armés. Lors de cette journée, des marches sont prévues aux quatre coins de la planète, sous le thème *Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche*. «Tous les pays du monde vont marcher pour cette revendication», a précisé Mme Montplaisir.

Bien que la paix occupe une place de choix parmi les demandes des féministes québécoises, elle n'est pas la seule. La violence faite aux femmes, les droits des femmes autochtones et l'abolition des catégories à l'aide sociale sont également au cœur des revendications de 2010.

De plus, selon plusieurs militantes, l'égalité entre les deux sexes n'est pas encore atteinte. «Il y a encore trop de femmes chefs de famille monoparentale. C'est aussi chez les femmes qu'on retrouve le plus haut pourcentage de personnes qui travaillent [en étant payées] au salaire minimum», a affirmé Julie Bellavance, une jeune féministe.

Du côté masculin, les avis



Photo Marilou St-Pierre

Une marche a eu lieu à Québec pour la Journée des femmes, le 8 mars dernier.

sont partagés quant à la place du féminisme actuellement. Victor Charron, retraité, n'a pas hésité à participer aux activités du 8 mars dernier. Il soutient que «les femmes doivent se regrouper si elles veulent se faire entendre». Il a également estimé que leurs revendications étaient légitimes.

Par contre, pour Jean Julien, membre de l'organisme Father-

Justice, les revendications féministes «sont tout à fait ridicules. C'est un collage de la même industrie de toujours, celle de la victimisation», a-t-il soutenu.

Lorsqu'interrogé sur la demande de démilitarisation des zones occupées, M. Julien a précisé que le Québec «n'a pas à se mêler de politique extérieure alors qu'on a assez de problèmes ici».

Défiance intellectuelle

Enseignants à bout de souffle

Jessica Fortin

jessica.fortin.4@ulaval.ca

Québec — L'intégration d'élèves ayant une déficience intellectuelle en classe régulière est en train d'essouffler les enseignants.

C'est du moins ce qu'a affirmé Debbie Denis, une ancienne enseignante d'anglais et actuellement vice-présidente du comité exécutif des Syndicats de l'enseignement de la région de Québec. Selon elle, la situation actuelle est problématique et la crise risque de s'aggraver si des solutions ne sont pas apportées.

Dans une classe régulière de 24 jeunes, un professeur peut se retrouver avec 12 élèves qui possèdent des troubles d'apprentissage, d'attention et de comportement et cette situation alarmante ne rend

service à personne. «On demande la mise en place de balises claires et une limite de 10% d'élèves avec une déficience par classe», a précisé Mme Denis.

Selon Pauline Ladouceur, conseillère pour la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), le principal problème face à l'intégration de jeunes avec une déficience intellectuelle en classe régulière est le manque de ressources disponibles aux enseignants. Ils doivent ajuster leur enseignement en considérant les besoins particuliers et travailler en collaboration constante avec les intervenants.

«Le directeur de l'établissement scolaire fait un plan d'intervention pour l'étudiant, mais le soutien des professionnels par la suite n'est pas présent et l'enseignant est souvent laissé à lui-même. Je suis pour l'intégration bien sûr, mais avec des ressources adéquates.»

L'intégration
à tout prix

Pour certains, l'intégration d'un jeune ayant une déficience intellectuelle en classe régulière constitue une expérience positive pour celui-ci. Selon une étude récente, un étudiant qui intègre une classe régulière chemine plus rapidement que dans une classe spécialisée. Ainsi, la barre y serait plus élevée et amènerait l'étudiant à se surpasser. Kathie Bourassa Debigaré, une intervenante communautaire à l'Association pour l'intégration sociale (AIS),

soutient que refuser un enfant déficient est un manque total d'ouverture d'esprit. «Ces élèves-là ne sont pas un poids de plus pour les enseignants. Ils font voir les différences et ça aide pour l'estime de l'enfant. Ils doivent interagir comme tout le monde dans la société, par exemple à l'épicerie ou à la banque. L'école s'avère donc un excellent tremplin».

Jean-Pierre Lord, père d'un jeune souffrant du syndrome d'Asperger, une forme sévère d'autisme, ajoute que «l'école, ce n'est pas juste une source de connaissances, mais aussi une source de socialisation. Le risque avec les classes particulières, c'est que l'enfant se sente à part des autres. J'insiste pour que le mien soit en classe régulière pour qu'il puisse comprendre le monde et conjuguer avec les différences».

Projet de loi sur l'éthique

Le monde municipal est-il vraiment prêt?

Francis Martel

francis.martel.1@ulaval.ca

Québec — «Le maire ne sait pas ce que c'est un comité d'éthique», a accusé le conseiller indépendant Yvon Bussières, lors du dernier Conseil municipal.

Le conseiller du district Saint-Sacrement s'exprimait ainsi à la suite de la décision du Conseil de ville d'accorder un délai, jusqu'au 5 juillet 2010, avant d'établir le Comité permanent d'éthique et de déontologie des élus municipaux. Ce comité avait été formé le 8 septembre 2009 afin d'implanter une véritable culture de l'éthique en milieu municipal et voir au respect des règles de déontologie régissant la Ville.

Cependant, avec le projet de loi du ministère des Affaires mu-

nicipales, attendu ce printemps, le Conseil de Ville préfère attendre avant d'établir officiellement le comité dans ses fonctions. Ainsi, M. Bussières voit une forme d'immobilisme dans cette décision qui implique «de se faire dire quoi faire».

Pour le maire Labeaume, ce délai est tout à fait normal puisque les règles seront désormais clairement définies avec ce projet de loi sur l'éthique dans le milieu municipal. «S'il ne comprend pas pourquoi il faut attendre, il ne compren-

dra jamais», a répliqué le maire à son vis-à-vis.

Concernant le projet de loi, la Ville a adopté une résolution le 1er mars dernier qui dénonçait le manque de cohérence entre le projet de loi visant les conseillers municipaux et celui visant les députés de l'Assemblée nationale. Cette résolution, proposée à la demande de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), ne fait pas l'unanimité dans le monde municipal. L'UMQ dénonce entre autre la possibilité pour les citoyens de poursuivre directement un conseiller municipal. De son côté, la Fédération Québécoise des municipalités (FQM) est plus sereine.

Diane Simard, responsable du comité de l'éthique de l'UMQ af-

firme collaborer étroitement avec le gouvernement pour l'élaboration du projet de loi. Questionnée sur les intentions réelles du gouvernement à vouloir faire un projet de loi plus sévère pour le monde municipal, Mme Simard a répondu qu'on était dans «une situation particulière». Elle faisait notamment référence aux différents scandales sur l'industrie de la construction qui ont ébranlé le monde municipal durant la dernière année.

Pour sa part la FQM ne voit pas l'utilité de s'inquiéter pour le moment. Selon Dany Rousseau, directeur des communications à la FQM, «c'est très important ce qui se passe actuellement. On est dans à fond et on espère que ça va fonctionner». Toutefois, il admet souhaiter une certaine cohérence

entre les règles du monde municipal et celles des députés provinciaux.

Au ministère des Affaires municipales, on prend acte des positions exprimées mais sans plus. Sylvain Bourassa, attaché de presse du ministre Laurent Lessard, mentionne qu'il est normal pour les élus concernés d'avoir des inquiétudes. Cependant, «il n'y a rien qui est officiellement sur la table pour le moment», a-t-il précisé. Selon lui, le ministère a une certaine préoccupation de cohérence mais il souligne qu'il y a une différence notable entre les élus municipaux et les députés de l'Assemblée nationale. «Un élu va se faire appeler chaque jour pour un trottoir mal déneigé, ce qui n'est pas le cas pour un député», a-t-il imaginé.

Journée internationale de Développement PME Chaudière-Appalaches

Speed-meeting d'entreprises

Louis-Charles Roy

louis-charles.roy.2@ulaval.ca

Québec — La première édition des Journées Internationales de Développement PME Chaudière-Appalaches a permis à des entreprises étrangères de rencontrer de potentiels collaborateurs au Québec.

Les représentants d'une quinzaine de multinationales provenant des États-Unis, de l'Argentine, du Pérou et du Canada se sont réunies pour rencontrer les portes-parole de plus de 75 PME exportatrices de la province. Ces entreprises œuvrent toutes dans les secteurs des mines, de l'électricité et de la construction.

L'intérêt de telles journées est de permettre aux gens d'affaires du Québec de prendre contact avec plusieurs dirigeants et représentants de grandes compagnies internationales. «C'est du speed-meeting d'affaires. Les gens se rencontrent à une heure précise et ils disposent de seulement 15 minutes pour vendre leur salade à des entreprises internationales», a expliqué Roseline Guillemette, directrice aux affaires corporatives du

développement de Développement PME Chaudière-Appalaches.

Les personnes représentant les PME y voient une très belle chance de se faire connaître et de développer des marchés que même une mission économique à l'extérieur du pays ne pourrait leur permettre d'espérer rejoindre. «Ça représente 421 rendez-vous en deux jours: ce qui nous serait impossible de faire dans le cadre de missions de prospection habituelles», a renchéri Mme Guillemette.

La formule semble satisfaire les participants. C'est notamment le cas de Stéphane Couture de Métal Sartigan Inc. de St-Georges de Beauce. «C'est intéressant de se présenter et faire la promotion de nos produits à des gens de firmes d'architectes américaines, de com-

pagnies d'ingénierie comme SNC et d'espérer».

Des experts étaient aussi sur les lieux afin d'aider les entreprises à peaufiner leurs plans d'affaires et leur offrir du support dans leurs démarches à l'extérieur du pays. «Nous sommes ici pour accompagner les gens dans leurs projets et nous les aidons à transporter leur matériel et leurs technologies. Cet aspect du commerce est parfois négligé dans le plan d'affaires de certains entrepreneurs moins habitués à fonctionner à l'international», a souligné Tina Feuillet, représentante de la firme de transport et de courtage en douanes Kuene Nagel.

L'offre des entreprises québécoises a emballé les multinationales présentes. «Les personnes rencontrées sont très plaisantes et les produits offerts par les gens du Québec dépassent nos espérances. Nous prévoyons nous rendre dans les entreprises pour visiter les usines et les lieux de fabrication», a déclaré M. Todd Ulmer de US Export Direct Inc. qui exporte des marchandises dans les Caraïbes.



Photo Katia Tobar

Patrouille spéciale

À la suite de nombreuses altercations sur la Grande-Allée, la conseillère municipale Anne Guérette propose qu'une «patrouille spéciale» soit mise en place afin d'épauler le travail déjà effectué par les policiers de la Ville. Face à cette demande, de nombreux commerçants restent sceptiques. Pour Dominique Gagnon, employé de l'auberge restaurant Louis-Hébert, «la présence policière est déjà extrême». (K.T.)

EN BREF

Danger sur le campus

Un individu muni d'une arme de poing a été aperçu dans le boisé situé derrière le pavillon Louis-Jacques-Casault lundi dernier. Des policiers de la Ville de Québec se sont déplacés afin de rechercher l'individu. Selon Jean-Sébastien Roy, du service de communications de la police de Québec, l'homme n'était plus sur les lieux lors de leur arrivée. Par contre, «nous avons trouvé une cible qui avait déjà été criblée de balles.» Des plombs ont aussi été retrouvés au sol. «Ils proviennent probablement d'un pistolet à plomb», a expliqué M. Roy. Il a ajouté que la police de Québec instaurera une plus grande surveillance du secteur, avec l'aide du service de sécurité de l'UL. (M-N.G.)

**SIMULATION
BOURSIÈRE
Laval grande gagnante**

Les étudiants de l'UL ont remporté la 13e édition de la simulation boursière inter-universitaire HEC Montréal- Caisse de dépôt et placement du Québec. La simulation boursière, tenue dimanche dernier, recréait les activités de négociation d'un marché financier. Plus de 440 étudiants en finance et en administration provenant de 11 institutions universitaires canadiennes y ont pris part. (M.P.)

**CHYZ 94,3
Référendum**

La radio étudiante de l'UL, CHYZ 94,3, a lancé sa campagne référendaire le 15 mars dernier avec un spectacle de Mathématique et la Nature. CHYZ propose une augmentation de la cotisation étudiante passant de 2 \$ à 3,50\$ par étudiant. Le vote par anticipation se fera en ligne sur le site votevoix.com les 30, 31 mars et le 1er avril. Les journées du 6 et 7 avril seront consacrées au vote papier. (O.D.)

**RAINBOW FIVE
En route
vers New-York**

L'ensemble de jazz vocal Rainbow Five, formé d'étudiants et de diplômés de la faculté de musique de l'UL, participera à la demi-finale du concours A Cappella Harmony Sweepstakes. Cette demi-finale sera présentée à New York le 20 mars. Leur musique est un mélange de jazz, de blues de musique pop et électronique. (M.P.)

**Deux ans après la
commission Bouchard-Taylor**
**Mesures
inaperçues**

Julie Vovan

julie.vovan.1@ulaval.ca

Cité universitaire — Deux ans après son rapport sur les accommodements raisonnables, Gérard Bouchard affirme que l'État doit s'engager vers le modèle de l'interculturalisme.

«**R**aidissons-nous et frappons sur la bonne cible», a déclaré le co-président de la Commission sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles de 2008. M. Bouchard était l'invité d'une conférence organisée le 10 mars dernier par le Centre interuniversitaire d'étude sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT).

À cette occasion, l'historien et sociologue a affirmé que le gouvernement et les autres institutions auraient dû «prendre les balises formulées dans le rapport de la commission Bouchard-Taylor». «Si on n'était pas d'accord, il fallait reprendre les difficultés et les reformuler. Si on était d'accord, il fallait les prendre et en faire la promotion en assurant le relais dans les institutions», a-t-il expliqué.

Selon M. Bouchard, le gouvernement provincial a travaillé sur «des choses qui sont passées inaperçues». Il reconnaît que l'État a entre autres favorisé l'accès à l'emploi chez les immigrants, s'est penché sur le dossier des compétences professionnelles, la francisation et l'insertion sociale. «Mais ce n'est pas ça qui brûlait dans l'opinion publique. Ce qui brûlait, c'est l'identitaire, les valeurs fondamentales, etc. Et c'est dans ce domaine que l'État ne s'est pas engagé», a-t-il affirmé.

Louis-Philippe Lampron, professeur assistant à la Faculté de droit, signale que les balises formulées par le rapport Bouchard-

Taylor «n'ont actuellement aucune force contraignante», même si elles sont intéressantes. «Ça prend nécessairement une intervention gouvernementale», a affirmé le chercheur en droits et libertés de la personne. «La voie de solution à nos problèmes, c'est la voie politique. C'est évident», a aussi signalé M. Bouchard.

Lors de la conférence, ce dernier a argué une fois de plus en faveur du modèle de l'interculturalisme. Ce mouvement s'inscrit comme politique d'insertion sociale des minorités et a été recommandé dans son rapport. Le modèle admet une dualité entre la majorité et les minorités tout en définissant une culture commune.

Selon M. Bouchard, «le pluralisme au Québec est voué à l'échec s'il ne parle que des minorités et des immigrants». Il devient donc important «de ne pas sous-estimer le poids de la majorité dans la formation de l'identité». Cet attribut est essentiel dans un contexte de survie où le Québec se retrouve lui-même minoritaire.

Cette idée ne fait pas l'unanimité. M. Kamel Beji, professeur adjoint au Département des relations industrielles, a déclaré que la conférence était «pro-majorité, nationaliste quasiment». «J'ai peur de ces discours parce qu'ils peuvent frôler dangereusement avec un nationalisme malsain qui oppose le «nous» à «eux» au lieu de parler d'interculturalisme constructif», a-t-il conclu.



Photo Paméla Egan

Environ 1 000 personnes sont déjà inscrites à l'activité.

**Défi Énergie de l'UL
Consommer
avec modération**

Paméla Egan

pamela.egan.1@ulaval.ca

Cité universitaire — Le Défi Énergie souhaite stimuler la communauté étudiante de l'UL durant le mois de mars.

Jean-Louis Bécu, commis à l'accueil et à l'information sur le campus, s'est inscrit au défi. «C'est surtout pour participer à la vie universitaire, développer mon sentiment d'appartenance et ma conscience communautaire», a-t-il déclaré.

Il s'agit d'une campagne de sensibilisation à la consommation d'énergie. Les 6 500 personnes ayant un bureau et les 2 400 résidents du campus de l'UL sont invités à adopter de nouvelles habitudes en matière de dépense énergétique. Il y a un total de 2 000 \$ en prix à gagner.

Cette croisade s'inscrit dans le plan d'action de développement durable de l'UL. «Jusqu'à maintenant, près de 1 000 personnes se sont inscrites au défi», a annoncé fièrement Claudie Tremblay, coordonnatrice en environnement et développement durable au service des immeubles de l'UL.

Quatre mesures concrètes sont proposées pour diminuer la consommation d'énergie de l'UL. Premièrement, il est conseillé d'éteindre son ordinateur et son moniteur en fin de journée. Envi-

ron 5 000 ordinateurs ont été recensés sur le campus.

Ensuite, il est recommandé d'éteindre les lumières quand une personne quitte son bureau pour plus d'une heure. L'application des deux premières mesures pendant une année permettrait d'économiser l'électricité que le complexe Desjardins-Pollack consomme en trois ans.

Aussi, il est souhaitable d'ajuster la température du thermostat d'une pièce selon la saison. Un maximum de 22 °C l'hiver et un minimum de 24 °C l'été sont conseillés. Finalement, couper le courant des appareils électriques le soir serait efficace, car ces appareils consomment de l'énergie qu'ils soient éteints ou en veille.

Ricardo Codina, coordonnateur d'opérations au service des résidences, a installé des affiches en début de campagne pour inciter les résidents à suivre le mouvement. Il explique que les campagnes précédentes ont toujours eu un effet temporaire. Par contre, il est possible de voir des changements permanents sur une partie des participants à plus long terme.



Photo Élodie Nougaret

Anne Nivat, grand reporter

La reporter de guerre Anne Nivat (au centre) a présenté une conférence à l'UL lundi dernier. Elle a insisté sur l'importance de donner la parole aux communautés locales aux prises avec un conflit. «Il faut revenir au rôle fondamental du journaliste qui est d'être un passeur», a-t-elle déclaré. Mme Nivat a couvert les guerres de Tchétchénie, d'Afghanistan et d'Irak pour la presse internationale. (M.P.)

Conservatoire de musique et d'art dramatique

Concentrer les activités artistiques

Marc-André Champagne

marc-andre.champagne.3@ulaval.ca

Québec — L'Université du Québec (UQ) a lancé un appel d'offres pour agrandir ses installations du centre-ville de Québec.

Une étude de faisabilité considère de déplacer le centre administratif de l'UQ dans de nouveaux locaux qui seraient construits au-dessus du stationnement du Cinéplex Charest.

Le Conservatoire de musique et d'art dramatique fait aussi partie de cette étude. Le Conservatoire prendrait place dans l'ancien Cinéma Charest. «On veut déterminer si on peut accueillir le Conservatoire dans un seul bâtiment au centre-ville», a expliqué Valérie Reuillard, directrice des communications de l'UQ. La concentration des activités des deux conservatoires serait un des points à l'étude.

Réaction lavalloise

Cependant, il serait important de se demander si l'amélioration des installations du Conservatoire

inquiète la faculté de musique de l'Université Laval. «Nous n'offrons pas les mêmes types d'enseignement et les mêmes orientations pédagogiques que le conservatoire. Le brevet en enseignement de la musique et l'option musico-logie sont offerts à la faculté, mais pas au conservatoire», a insisté M. Cardin. Ces deux programmes regroupent plus de la moitié des étudiants de la faculté de musique.

Il reste à savoir si l'Université Laval prévoit des agrandissements pour le pavillon qui héberge la faculté de musique. «On fait des pressions sans arrêt. Il n'est pas question pour l'instant de construction, mais plutôt de réaménagement», a affirmé Paul Cardin, doyen de la faculté de musique de l'Université Laval.

Imiter Montréal

«À Montréal, les deux conservatoires ont été réunis sous un même toit. L'expérience s'est avérée un succès. C'est un argument de plus pour faire de même à Québec», a affirmé Nicolas Desjardins, directeur général du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec.

Les installations du Conservatoire de musique souffrent de quelques lacunes. Il n'y a pas de salle de spectacles pour les concerts étudiants. Aucun local n'est assez grand pour les répétitions d'orchestre. Enfin, la bibliothèque commence à manquer d'espace. «Les installations actuelles ne sont pas si déficientes», a précisé le directeur général du Conservatoire.

Présentement, le Conservatoire d'art dramatique occupe quatre bâtiments différents dispersés dans le Vieux-Québec. «La construction d'un bâtiment rassemblant les deux conservatoires augmenterait la visibilité», a appuyé M. Desjardins.



Marie-Pier Boucher

Journée Clic

Le pavillon Louis-Jacques-Casault de l'Université Laval a accueilli une vingtaine de conférenciers provenant du domaine de la communication lors de la journée Clic, jeudi le 11 mars. C'était l'occasion de rencontrer des professionnels qui font partie des domaines de communication autres que ceux des relations publiques, du journalisme et de la publicité. Notamment Yves Therrien (photo), journaliste au Soleil. (M-P. B.)

Référendum en science politique

68 personnes nécessaires

Olivier Daoust

olivier.daoust.1@ulaval.ca

Cité universitaire — Au moins 68 étudiants de l'Association étudiante de science politique (AEESPUL) devront voter lors du référendum portant sur la réaffiliation à CA-DEUL le 7 avril prochain.

La Charte de l'association étudiante de science politique stipule qu'un vote référendaire demande une participation étudiante équivalant à 20 % du nombre d'étudiants inscrits dans le programme.

«Je suis plutôt sceptique concernant l'issue de la participation. Je suis certain qu'environ 45 personnes seront présentes», a déclaré Jean-Thomas Grantham à l'issue de l'Assemblée générale. Militant pour l'indépendance de l'association étudiante, M. Grantham a déjà commencé la production de la publicité pour son propre camp.

Joey Néron, présidente de science politique, a affirmé «qu'on a dit souvent qu'il n'y avait pas beaucoup de participation en science politique. Je pense que ceux qui vont participer seront conscients des enjeux sur lesquels nous allons voter.»

Le débat principal s'est tourné vers la question référendaire. Deux propositions ont été débattues, une retenue. «Voulez-vous que l'AEESPUL en tant qu'association se réaffilie à la CA-DEUL?», a été proposé par Joey Néron. Cette question a soulevé un débat comportant plusieurs amendements.

Les étudiants de science politique devront voter pour ou contre la réaffiliation. Si l'étudiant se prononce contre, il devra choisir entre le statu quo et l'indépendance.

Le mandat de l'exécutif se termine le 1^{er} mai prochain. Ceux qui prendront la relève la session prochaine devront avoir obtenu un appui populaire très clair. «Nous devons donner un mandat fort pour le prochain exécutif sinon on va rire de nous à la CADEUL», a soutenu Guillaume Forest-Allard, étudiant en science politique.



Photo David Boutin

Selon une étude de faisabilité, le Conservatoire de musique et d'art dramatique prendrait place dans l'ancien cinéma Charest.

Énergies gaspillées

Les campagnes de sensibilisation à la déficience intellectuelle sont aussi utiles que l'utilisation d'un bâton de Popsicle pour ramer. Quel impact représente réellement la Semaine québécoise de la déficience intellectuelle qui s'est tenue la semaine dernière? Un coup d'épée dans l'eau.

Cette semaine thématique vise à «sensibiliser la population à...». Nul besoin de continuer : il y a déjà un problème avec cette partie de la phrase. Espère-t-on réellement sensibiliser la population? Ce n'est pas qu'il n'y a pas d'espoir à avoir de la nature humaine. Seulement, c'est se tromper de public que de cibler la population pour ce type d'événement. Ainsi, le gouvernement devrait être au premier rang du public invité au spectacle. Il faut par contre lui laisser le temps de déplier sa chaise de camping et de digérer ses chips au barbecue, histoire d'être bien confortable. Peut-être comprendra-t-il ainsi mieux les enjeux d'un système où les ressources professionnelles manquent cruellement pour la clientèle ayant une déficience intellectuelle.

Une pétition pour l'accès aux services professionnels dans les écoles est actuellement en voie d'être déposée à l'Assemblée nationale. Cette pétition veut attirer l'attention sur l'insuffisance de services comme l'orthophonie, l'orthopédagogie et la psychologie dans le soutien efficace et le suivi aux élèves présentant un handicap ou des problèmes d'adaptation. Elle dénonce le problème que ce manque de services occasionne: les familles se tournent vers le privé, ce qui constitue une iniquité majeure pour les familles à faible revenu.

Allez, pour satisfaire votre curiosité, voici le reste de l'objectif de la semaine thématique: «... au potentiel des personnes atteintes de déficience intellectuelle». Ainsi, les organisateurs souhaitent déconstruire les mythes et abattre les préjugés. Ce n'est pas qu'il ne faut pas y croire. C'est qu'on le sait déjà! Du moins, tout humain est en mesure de le concevoir. Non, il ne s'agit pas d'une question de facultés intellectuelles!

Lors de la semaine thématique, on a pu lire des témoignages, certes touchants, d'intervenants qui soutiennent que les déficients intellectuels sont capables eux aussi de faire de belles choses et qu'on doit croire en eux. C'est comme quand on lit lors d'une campagne contre l'homophobie que les homosexuels sont comme tous les autres, au fond. Une fois de plus, on le sait déjà.

Évidemment, les homosexuels, tout comme les personnes déficientes intellectuellement, subissent de la discrimination. Mais en en parlant, on met une loupe sur une situation et on discrimine aussi même s'il s'agit de discrimination positive! Le Québec avait pourtant bien commencé dans les années 1970 avec le début de la désinstitutionnalisation des personnes ayant une déficience. D'abord, les professionnels avaient arrêté de percevoir la déficience comme une forme de maladie mentale. Ensuite, on a enfin commencé à intégrer ces personnes dans des familles, des centres d'accueil ou dans leur famille.

Le débat se situe ailleurs. Il est dans les méthodes d'intégration à des classes régulières des jeunes ayant une déficience intellectuelle. Il est dans l'appui aux professeurs qui enseignent dans une telle classe. Il est dans l'appui en terme d'argent, de services, de temps et de répit aux familles dans lesquelles un enfant a une déficience. Il est dans le souci du choix d'accompagnateurs pour certains d'entre eux: d'importantes incompatibilités pourraient nuire. Il est dans la réduction des temps d'attente pour un suivi ou un accès à des services spécialisés.

Mieux que rien, cette semaine thématique? Non. Il s'agit d'un argument fallacieux. Un nombre incalculable d'éléments sont «mieux que rien». C'est mettre les énergies aux mauvais endroits. Le Québec a grandement besoin d'ouvrir grand ses yeux en matière de droits et d'accès à des services spécialisés aux personnes ayant une déficience.

Sarah Drolet-Laflamme

sarah.drolet-laflamme.1@ulaval.ca

Il ne s'agit pas d'une question de facultés intellectuelles

COMMENTAIRE

Barbie Inc.

Le 18 octobre 1929, la femme canadienne est reconnue comme étant «une personne». En 2010, le Lady Mary-Ann nous apprend, à la veille de la 100^e journée internationale de la femme, qu'elle fait un retour sur la tablette des objets et qu'elle fait le choix elle-même d'en faire sa place.

Avec son nouveau concours dégringolant qui offre des implants mammaires d'une valeur de 7 000 \$ à remporter, le bar de danseuses présente une bande de femmes qui se battent pour financer leurs atouts sexuels.

Rassurons-nous: la propriétaire affirme que les participantes ne sont en rien obligées de se dévêtir ni de présenter un numéro érotique. Elles peuvent danser, chanter, voire faire du théâtre.

Ce serait fou de ne pas voir là une occasion en or pour enfin utiliser ces années de théâtre emmagasinées et dévoiler son talent aux yeux du monde.

Les yeux du monde... Plutôt les yeux gourmands d'un public majoritairement masculin dont l'opinion éclairée compte dans le choix des candidates. Quelque chose me dit que ce ne sera pas la vibration de leur cervelle qui les aidera à trancher.

Et la propriétaire Johanne Dolbec est bien loin d'être rassurante. Elle veut faire parler du bar? Mission accomplie. Elle veut bien dormir? Son milieu semble l'immuniser contre toute forme de sentiment de culpabilité vis-à-vis des valeurs et de l'image qu'elle renvoie de la femme.

Un prix récompensant un talent réel ne devrait-il pas encourager une personne à poursuivre et à développer son potentiel, à s'épanouir? L'heureuse gagnante, qui arborera fièrement de plus gros seins comme on brandit un trophée, trouvera peut-être sa voie : une carrière au Lady Mary-Ann... Ah et oui, une plus grande confiance en elle, gloussera-t-elle émue qu'on l'ait choisie dans cette aventure de beauté pure et naturelle.

Qu'est-ce que vous diriez d'un concours de bras de fer où le gagnant se mériterait un prolongement du pénis? La même chose que moi: c'est d'un ridicule, d'un cliché et d'une tristesse à faire pleurer.

Ce concours témoigne d'un manque de respect de la femme. Tout de même responsable de ses choix, doit-elle dans un autre ordre de mesure assumer l'immense influence qu'elle subit tous les jours?

Pourquoi la société n'encourage-t-elle pas la femme à se trouver belle telle qu'elle est? Chose certaine: gagner quelques lettres de l'alphabet dans son soutien-gorge ne représente pas un pas dans cette direction.

Françoise Bellemare

francoise.bellemare.1@ulaval.ca



L'équipe de L'EXEMPLAIRE

Journal école des étudiants en journalisme. Son contenu n'engage en rien la responsabilité du Département d'information et de communication. **Fondateur:** Jacques Guay; **Éditeur:** Norman Delisle (656-2131 poste 5224); **Directeur de la production:** Mario Fraser (8942); **Adjoint à l'éditeur:** John Nais (4513); **Rédacteur en chef:** Romain Thibaud (8957); **Secrétaire de rédaction:** Marie-Noël Gagné (8956); **Éditorialiste en chef:** Marilou St-Pierre (8957); **Directeur des dossiers:** Marilou St-Pierre (8957); **Maquettistes:** Emily Beaudoin Blais et Marion Bernard (8952); **Caricaturistes:** Martin Forget et Julien Dufour; **Directrice de la photographie:** Sandra Beausoleil-Auclair (8952); **Municipal, régional et gouvernemental:** Francis Martel, Kelly Vilo et Sarah Drolet-Laflamme; **Université:** Audrey Bourke, Olivier Daoust et Maude Paquet; **Économie:** Jean-Michel Genois-Gagnon et Isabelle Noël; **Science:** Andrée-Anne Beaulieu Simon et Élodie Nougaret; **Culture:** Mathieu Dessureault, Julie Vovan et Françoise Bellemare; **Sports:** Carl Gourgue-Perreault et Guillaume Cloutier; **Conception de la maquette typographique:** Marco Dubé et François Baron du Studio Graphiskor; Julie Verville et Mario Fraser; **Dépôt légal:** Bibliothèque Nationale du Québec, 1994; **Imprimeur:** Les Presses du Fleuve, 100, avenue de la Cour, Montmagny (Québec) G5V 2V9; **Tirage:** 1000 copies. **Adresse:** Département d'information et de communication, C.P. 4120, pavillon Louis-Jacques-Casault, local 3832, Cité universitaire (Québec) G1K 7P4; **Télécopieur:** (418) 656-3865; **Courriel:** exemplaire@com.ulaval.ca; **Site Web:** <http://www.exemplaire.com.ulaval.ca>.

Points de distribution du journal: Cité universitaire: pavillon Bonenfant, pavillon Casault, pavillon De Koninck, pavillon Desjardins, pavillon des Sciences de l'éducation, pavillon Parent, pavillon Vachon, pavillon Lemieux, pavillon Vandry, pavillon Palasis-Prince, Peps; **Ville de Québec:** Bibliothèque Gabrielle-Roy, Tribune de presse du parlement.

Transformations corporelles extrêmes

Sculpter dans la peau

Sandra Beausoleil-Auclair

sandra.beausoleil-auclair.1@ulaval.ca

Québec – Les modifications corporelles extrêmes ouvrent les portes vers un plus grand accomplissement artistique du corps humain.

Personnaliser sa toile humaine se déclinent au travers de diverses alternatives telles que la scarification, des implants, des *tongues-splits*, pour n'en nommer que quelques-uns. Des professionnels en art corporel se spécialisent dans le domaine.

Le *tongue-split*

Avoir un *tongue-split*, ou une langue de serpent, était tout à fait naturel pour Mathieu Lacroix. «Je l'ai vu en image ça fait sept ans de ça. Dans ma tête, ça allait avec moi. Ça m'a pris cinq ans avant que je le fasse faire», a-t-il dévoilé. L'intervention divise une partie de la langue en deux segments complètement indépendants et mobiles.

Pour séparer les groupes de muscles, le technicien corporel doit couper la cloison fibreuse qui divise la langue en deux. Contrairement aux idées préconçues, l'opération est peu douloureuse. Toutefois, la guérison est lente avant de retrouver la complète mobilité du muscle. «J'ai eu des points de suture dans la langue pendant une semaine. Une fois qu'ils ont été enlevés, ça m'a pris trois semaines encore avant que je réussisse à parler sans que ça paraisse vraiment», a enchaîné M. Lacroix.

Un tatouage extrême

La scarification est une alternative au tatouage. Elle décore la peau d'un dessin sans y insérer de pigments de couleur. L'opération consiste à entailler le derme

afin d'en laisser une cicatrice. Elle s'offre au travers de différentes méthodes dont le *branding*, qui s'obtient par brûlure de la peau. Cette scarification laisse une cicatrice imprécise.

Le choix du dessin se fait donc habituellement en fonction de formes géométriques ou de lignes simples. La procédure dégage toutefois une odeur désagréable.

Cette modification corporelle se pratique aussi en taillant la peau à l'aide du scalpel. Ce type de scarification permet une plus grande marche de manœuvre dans le choix du dessin pour l'artiste et le client.

Le lignage standard consiste à faire des «incisions et de jouer avec les angles de peau. Ça permet de relâcher une certaine tension dans les tissus pour donner une bonne largeur, pour que ça reste bien mou, bien défini», a expliqué Efix Roy, artiste corporel du D-Markation. «Ce n'est pas plus profond qu'un tatouage disons.»

Le *peeling* est aussi une scarification par coupure mais qui retire une surface de peau. Elle crée une cicatrisation plus importante que le lignage standard. «Une ligne de contour est pratiquée autour de la masse», a précisé M. Roy. Puis, l'artiste corporel retire une surface de peau avec le scalpel. Les scarifications laissent une cicatrice à vie, qui est difficilement réversible.

Sous la peau

Les implants permettent d'insérer diverses formes sous-cutanées. Le *3D body art* offre la possibilité de créer un relief sous la peau. Les tissus cutanés se moulent au contour de l'objet: étoile, bijou ou autres. L'opération est réversible. «Le corps veut isoler l'implant. Il crée une enveloppe en tissus cicatriciels. Il s'enlève donc de la même façon que ça se met.», a-t-il souligné.

Alors que les implants transdermiques permettent d'introduire un objet avec une partie extérieure qui ressort de la peau. Visuellement, il semble être vissé dans le corps.

D'autres manières d'opérer existent pour chacune des procédures citées plus haut. Les décorations corporelles sont illimitées, elles vont même jusqu'aux oreilles d'elfes.

Un art pour soi

L'intérêt personnel est généralement la principale motivation de ceux qui ont des modifications corporelles. «La plupart du temps ce n'est pas une décision pour les autres. C'est vraiment pour s'aimer soi-même», a confié M. Lacroix. Son opération passe «inaperçue» selon lui, mais lorsque les gens sont au parfum, «ça attire l'attention du monde», a-t-il renchérit. «La population générale va regarder et juger en silence.»

La scarification a souvent une signification symbolique pour la personne qui se le fait faire. «C'est un acte de chair, un acte un peu plus profond et plus rituel. Il y a souvent un message placé derrière», a précisé M. Roy.



Courtoisie Laura Vilemaire

Deux heures et demie ont été nécessaires afin d'obtenir le résultat de cette scarification

Au delà des préjugés

Efix Roy, artiste corporel, a été en contact dès son enfance aux différentes cultures du monde. «Mon père est anthropologue et ma mère est technologue, donc très de bonne heure, j'ai été exposé au National Geographic», s'est-il remémoré.

Ses parents lui ont inculqué une ouverture d'esprit. «J'ai été habitué de voir les Mursi avec des plateaux labiaux, les scarifications tribales, les tatouages polynésiens», a-t-il raconté.

Sa passion envers les modifications corporelles a toujours été présente. Il s'est donc dirigé

vers le métier de technicien d'où il a développé ses connaissances sur les différentes couches de la peau.

Ces acquis sont nécessaires particulièrement pour la scarification. «Pour avoir un beau résultat, on va entamer le derme, ce qui veut dire la 2e couche de peau, mais on ne la traversera pas. Ça se ramasse jamais à être sous-cutané.»

La scarification nécessite une grande précision et de la patience. «Il faut vraiment gérer la profondeur au centième de millimètre près.» (S.B.-A.)



Courtoisie Laura Vilemaire

Efix Roy et Jesse Vilemaire sont les deux techniciens qui ont travaillé sur la scarification de cette jambe.



Photo Sandra Beausoleil-Auclair

Efix Roy a subi lui-même plusieurs modifications corporelles.

EN BREF

SÉISME AU CHILI
Axe terrestre
modifié

Le séisme survenu au Chili en février dernier aurait modifié l'axe de rotation de la Terre de 8 cm, selon Richard Gross, scientifique de l'agence spatiale américaine (Nasa). Cela aurait aussi occasionné un raccourcissement des journées de l'ordre de quelques microsecondes. Selon le chercheur, la faille à l'origine du tremblement «a un angle de pénétration dans la croûte terrestre plus fort que la faille responsable du séisme de Sumatra en 2004». (E.N.)

CANCER
Tests
inefficaces

Les bienfaits des tests standards de détection du cancer de la prostate sont remis en cause par deux études (européenne et américaine). Elles révèlent que les essais cliniques ne permettent pas de sauver des vies. Pour les hommes, en bonne santé, ne présentant aucun symptôme les risques d'un test PSA (Antigène prostatique spécifique) seraient probablement plus élevés que ses bienfaits. Les études montrent que sur 16 % des hommes présentant un risque de cancer, seulement 3 % risquent d'en mourir. (E.N.)

STRESS
Destructeur
pour le cerveau

À l'occasion de la Semaine du cerveau, les chercheurs vont tenter de découvrir quelles sont les répercussions du stress sur le cerveau. En cas de stress, notre corps sécrète du cortisol aidant les neurones à communiquer. Lorsque ce stress se prolonge sur de longues périodes, ces capacités sont diminuées et peuvent même détruire certaines cellules nerveuses. (E.N.)

BIODÉGRADABLE
Nouveau
plastique

Un plastique à base de plantes est actuellement en création. L'initiative d'IBM en association avec l'Université californienne de Stanford cherche à recycler un plastique à l'infini. Cette nouvelle matière pourrait servir à la fabrication de bouteilles, mais aussi de pièces automobiles dont le coût serait inférieur à celui des pièces actuelles. (E.N.)

Agriculture urbaine

La faim justifie les moyens



Photo François René de Cotret

François René de Cotret
francois.rene-de-cotret.1@ulaval.ca

Québec — Le dézonage éventuel de terres maraîchères au cœur de l'arrondissement Beauport laisse les tenants de l'agriculture urbaine sur leur faim.

La Ville de Québec souhaite le dézonage des 22 hectares fertiles de l'ancienne ferme Saint-Michel-Archange (SMA) à Beauport.

Selon l'avis préliminaire de la Commission sur la protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ), la demande sera acceptée. La CPTAQ y annonce que les terres fertiles de la ferme SMA, cloisonnées dans la ville, n'y ont pas leur place. L'Union des producteurs agricoles est du même avis.

Lors des audiences publiques de la CPTAQ jeudi dernier, le di-

recteur général du Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale, Alexandre Turgeon, a déclaré que le dézonage ne se justifie pas avec ce que la Ville prévoit de faire avec les 22 hectares. Ce n'est pas un argument convaincant. Si ce projet, NeuroCité, n'est pas déjà mort, il serait «au mieux sur le respirateur artificiel», a-t-il ajouté.

Pour sa part, l'écologiste Geneviève Olivier-D'Avignon a affirmé que la CPTAQ se basait sur «une vision restreinte de l'agriculture». Les terres dont il est question sont «propices aux modèles d'agri-

culture alternative tels les jardins urbains», a-t-elle ajouté.

Éric Duchemin, spécialiste de l'aménagement urbain viable et rédacteur en chef de la revue en science de l'environnement Vertigo, a écrit en 2009 «qu'environ 800 millions d'individus pratiquaient l'agriculture urbaine [et que] ces gens produisaient environ 15 % de la production mondiale de nourriture. Selon les prédictions, ce pourcentage pourrait doubler dans la prochaine génération». D'autant plus que l'Organisation des Nations Unies a annoncé en 2009 qu'on avait franchi le sommet historique d'un milliard d'affamés.

Deux chercheurs de l'Institut national de la recherche scientifique, Nathalie Bouvier-Daclon et Gilles Sénécal ont découvert, en 2000, que le jardin urbain est vu

comme un espace ouvert à tous en plus de son aspect alimentaire. Les gens de tout genre ou origine peuvent s'y rencontrer pour travailler ensemble et créer des liens.

En entrevue à L'EXEMPLAIRE, un étudiant à la maîtrise en science de l'environnement à l'UQAM et jardinier urbain engagé, Jean-Philippe Vermette, a expliqué que les terres agricoles en ville améliorent la perméabilité du sol et diminuent les îlots de chaleur urbains. Ce sont deux problématiques bien présentes dans les grands centres comme Montréal.

De plus, a-t-il ajouté, «le mythe disant que la production maraîchère en ville est moindre qu'en campagne est totalement faux», ce qu'ont répété plusieurs citoyens lors des audiences de la CPTAQ.



Courtoisie CDHAL

Biodiversité ravagée

La réserve naturelle mexicaine dans la région d'Oaxaca au Mexique verra son équilibre écologique perturbé par la construction d'un barrage hydroélectrique. Le projet mexicain a soulevé un autre sujet tabou. «Parler des barrages et des personnes affectées, c'est avant tout parler des droits humains. J'ai moi-même été emprisonnée [à cause de mes idées]», a révélé Soniamara Maranhão du Mouvement des personnes touchées par les barrages au Brésil (MAB). Actuellement, 200 personnes sont incarcérées au Brésil en raison de leurs positions anti barrages. (A.L.)



Photo Sandra Beausoleil-Auclair

Choisir sa source d'hydratation

Univert Laval, un groupe environnemental de l'UL, a indiqué vouloir proscrire la vente d'eau embouteillée sur le campus. «Nous en sommes à l'étape de sonder la population», a expliqué Mathieu Phillibert, responsable de l'organisme. «Les Québécois ont une image faussée de l'eau potable, publique ou en bouteille», a expliqué François Proulx, chimiste et directeur de la qualité de l'eau au service de l'environnement de la Ville de Québec, lors de la conférence sur la qualité de l'eau du système public. Il a précisé que l'eau courante est régulièrement contrôlée et ne présente aucun risque pour la santé. (M.M.)



Photo Sandra Beausoleil-Auclair

Impôts Pour les étudiants

Christian Labarre-Dufresne

christian.labarre-dufresne.1@ulaval.ca

Québec — Les 27 et 28 mars, l'Association des étudiants en comptabilité organise un Week-end Impôts au pavillon Palais-Prince de l'Université Laval.

Moyennant un dépôt de 5\$, les étudiants en comptabilité remplissent et vérifient les rapports d'impôt pour les étudiants qui ont besoin d'aide.

«Les étudiants étrangers sont la majorité des cas traités pendant ces deux jours», a déclaré Marianne Boulet, présidente de l'Association des Étudiants en Sciences Comptables de l'Université Laval (AÉSCUL). En effet, pour les étudiants qui connaissent peu notre système fiscal, cette initiative leur permet de remplir leurs rapports correctement.

Avant de remplir la déclaration, il est important de savoir que les étudiants bénéficient de plusieurs remboursements exclusifs. Les frais de scolarité peuvent être remboursés par les gouvernements fédéral et provincial, à condition d'avoir étudié dans un programme postsecondaire ou dans un programme qui permet d'apprendre un métier, selon Revenu Québec.

Marianne Boulet rappelle également aux étudiants lavallois de ne pas oublier d'inclure le relevé 8 du Service des finances

de l'Université Laval dans leur rapport pour obtenir le remboursement. Petit plus, l'Agence du Revenu du Canada (ARC) prévoit aussi un crédit sur les manuels scolaires.

Aussi, un étudiant qui détient un prêt étudiant peut inscrire les montants des intérêts dans sa déclaration de revenus. Seule condition, ce prêt doit être consenti en vertu de l'une des lois de l'aide financière et de prêt étudiant. Ces lois peuvent être consultées gratuitement en ligne.

L'ARC conçoit aussi un crédit pour le transport en commun. Cette mesure est valide pour tous les Canadiens. Pour obtenir ce montant de remboursement, il est important de garder les reçus et les laissez-passer mensuels. Les billets quotidiens ne sont pas inclus dans ce crédit.

Dans la déclaration, il faut aussi fournir les données sur les revenus d'emploi. Celles-ci sont inscrites dans le formulaire T4 du Service des finances. Il indique le revenu brut, les cotisations au Régime des rentes du Québec et celles du régime d'assurance-emploi.

Réseau de transport de la Capitale 245 M \$ investis

Catherine Vermette

catherine.vermette.1@ulaval.ca

Québec — Le programme triennal d'immobilisations (PTI) 2010-2012 de la Ville de Québec prévoit 244,9 M \$ pour l'amélioration des services du Réseau de transport de la Capitale (RTC).

Une partie de ce budget servira à la mise en place d'un réseau de transport structurant, c'est-à-dire à l'amélioration et à l'ajout de trajets Métrobus.

«C'est notre service le plus populaire, car il a une haute fréquence, il est rapide et offert sept jours sur sept», a affirmé Carole Brousseau, porte-parole du RTC. Cette année, une somme de 26,5 M \$ sera consacrée à la réalisation de ce projet ambitieux.

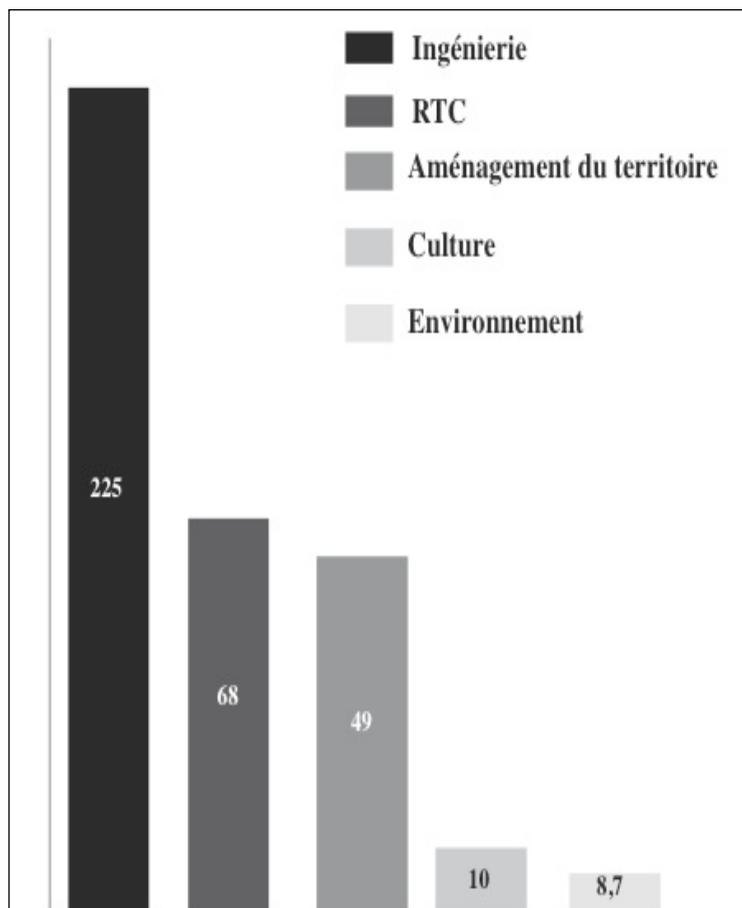
Les travaux pour la construction d'un nouveau trajet Métrobus commenceront dans les prochains mois, selon Mme Brousseau. Le parcours 803, qui assurera la liaison entre le terminus Beauport et le terminus Les Saules, entrera en fonction en août 2011.

Cette année, le PTI prévoit que 17,1 M \$ seront octroyés à la mise à niveau de la flotte d'autobus. Cela inclut l'acquisition d'une vingtaine d'autobus articu-

lés, au coût de 698 000 \$ chacun. Ces véhicules, qui permettent de transporter 44 % plus de passagers que les autobus réguliers, seront équipés de supports à vélos dès ce printemps.

À plus long terme, un projet novateur entre dans la ligne de mire du RTC: le «système d'aide à l'exploitation information voyageur». «Tous les véhicules seront équipés de GPS. Cela permettra de donner l'information exacte à la clientèle aux arrêts d'autobus à l'aide d'afficheurs électroniques», a expliqué Mme Brousseau.

Ainsi, les usagers seront informés en cas d'accident ou de congestion routière. Le Plan stratégique de développement des services du RTC indique qu'«à l'aide des données recueillies par le système, il sera également possible d'effectuer une planification plus précise et juste des horaires». Les appels d'offres pour ce projet auront lieu avant la fin de l'année.



Source Ville de Québec

Budget de la Ville de Québec pour 2010 par secteurs en millions de dollars

EN BREF

**CLUB DES PETITS DÉJEUNERS
400 000 \$
récoltés**

La campagne de financement de Banque Nationale Groupe financière au profit du Club des petits déjeuners du Québec et de celui du Canada a pris fin. La vente d'étiquettes à bagages conçues spécialement pour les Clubs, jumelée à un don du Groupe financier, a généré 400 000 \$. Un succès qui se traduira concrètement en milliers de petits déjeuners à l'école pour les enfants des deux organismes. (J-M.G-G.)

**DOLLAR CANADIEN
Hausse**

Le dollar canadien enregistre sa onzième séance consécutive de hausse, soit sa plus longue séquence depuis 23 ans. Il est presque à parité avec le dollar américain. Vendredi, il a clôturé à 98,20 ¢US, en hausse de 0,57 ¢US. Cette envolée s'explique entre autres par des données meilleures que prévues au chapitre de l'emploi : l'économie canadienne a créé 20 900 emplois en février, faisant baisser le taux de chômage à 8,2 %. (I.N.)

**PÂTES ET PAPIERS
Entente
de principe**

La compagnie pâte et papiers AbitibiBowater et la CSN ont finalement conclu une entente dans la nuit de samedi à dimanche. L'accord comprend des baisses de salaires pour les travailleurs des usines de Clermont, Alma, Kénogami et des Laurentides. AbitibiBowater s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers l'année dernière. (I.N.)

**PNEUS D'HIVER
Risque de
tempête élevé**

L'obligation de pneus d'hiver a pris fin lundi 15 mars. Des experts en automobile conseillent de ne pas se presser pour les enlever, puisque les probabilités de tempêtes de neige demeurent élevées en période printanière. Toutefois, les automobilistes qui seraient tentés de conserver leurs pneus d'hiver ne doivent pas attendre trop longtemps. (I.N.)



EN BREF

TRICOT
MACHINE
**Québecitude
musicale**

Le duo Tricot Machine présentera un spectacle inspiré de son nouvel album le jeudi 25 mars au Théâtre le Petit Champlain. Le contenu de ce nouveau disque intitulé «La prochaine étape» laisse entrevoir une nouvelle maturité chez Catherine Leduc et Matthieu Beaumont, bien qu'ils maintiennent leur essence «beaudommagesque». Formant un couple et un groupe, ces deux natifs de Trois-Rivières avaient lancé leur premier album en 2007. (F.B.)

MUSIQUE
KLEZMER
Dans la tradition

Norouz, un nouveau projet musical, voit le jour au Café Babylone le 20 mars prochain. La formation se compose de deux violons, un bratsch (un violon alto modifié), un tsimbl (ou cymbalum), une contrebasse, une trompette, une clarinette et un accordéon. Le klezmer fait partie de la tradition musicale juive de l'Europe centrale et de l'Est. (J.V.)

CONCOURS
DE ROCK
**Héros du
rythme effréné**

Le 2nd Skin Rock Contest en est à sa 6e édition du plus grand concours de musique Rock au Québec. Il se déroulera tous les vendredis et samedis soir du 5 mars au 14 mai à l'Impérial de Québec. En tout, 48 groupes de la relève participeront. Plus de 40 000 \$ en prix seront offerts aux gagnants. Le groupe vainqueur recevra 2000 \$ ainsi que les ressources nécessaires à la production et à la diffusion d'un album. (J.F.)

COMÉDIE
CLUB
**Le mot
pour rire**

Le Comédie Club permet au public de découvrir les humoristes de la relève. Organisé par le Grand Rire de Québec, le spectacle est présenté tous les mercredis jusqu'au 5 mai à l'Impérial. «On a inventé une tribune», a expliqué le directeur artistique François Valade. C'est la première fois que le Grand Rire organise ce genre d'événement. (M.B.)

Blogue

Culture

Média

Web

Popularité

Plateforme

SITE

Journalisme

Événement **Visiteur**

Citoyen

INFORMATION

Opinion

Participation

Internet

BLOGUEUR

VISIBILITÉ

Blogues culturels

**Je blogue, tu blogues,
nous sommes populaires****Ariel Duclos**

ariel.duclos.1@ulaval.ca

Québec — Les blogues culturels sont de plus en plus populaires à Québec.

«**C**es blogues marchent bien parce qu'ils vont au-delà de ce que font les médias traditionnels et qu'ils permettent aux gens d'accéder directement à l'information qu'ils veulent», a expliqué Patrick White, le fondateur de patwhite.com.

«Les plateformes web sont parfois beaucoup plus accessibles.» En 2010, le site de Patrick White accueille 65 000 visiteurs uniques par mois.

L'utilisation de sites comme quohaieaquébec.com est aussi de plus en plus répandue parce qu'ils donnent le même rayonnement à tous les événements. Même si le site n'est pas considéré comme un blogue, il a une vocation semblable à celui de Patrick White.

«Contrairement à la télévision où les avis du public sont rarement donnés et aux journaux où les avis sont plus statiques, les blogues sont plus accessibles et donnent une chance aux internautes d'exprimer

leurs opinions immédiatement», a fait valoir Caroline Manseau, directrice de quohaieaquébec.com.

Du journalisme citoyen

Les blogues culturels font partie de cette nouvelle vague de journalisme citoyen. Le phénomène est certes de plus en plus populaire, mais ce n'est pas ça qui fera disparaître la section Culture des médias traditionnels.

Pour Patrick White, les moyens d'information classiques vont garder leur place puisqu'ils ont des ressources humaines et financières enviables. «Ils vont peut-être modifier certaines de leurs couvertures, mais en gros leur travail va demeurer le même.»

L'avenir des médias

La popularité montante du Web et des blogues pourra sans doute avoir une influence importante sur le journalisme. «Dans un lointain avenir, les médias traditionnels vont perdre beaucoup de place face au Web», a expliqué Mme Manseau.

«Ils sont une voie d'avenir parmi d'autres, mais pourraient un jour devenir une référence incontournable», a précisé Patrick White. «Il faut cependant que les journalistes de blogues soient aussi très rigoureux dans la vérification des faits et l'écriture. Les bases du journalisme doivent demeurer les mêmes sinon la confiance va s'éroder.»



Photo Sandra Beausoleil-Auclair

SOI, la pièce

La normalité de la maladie mentale est au centre de la pièce de théâtre SOI. Le monologue est exécuté par Isabelle Dionne, qui personnifie Frédérique, hantée par des voix intérieures. La salle de bain est son seul moyen d'évasion et à l'intérieur, elle s'y sent normale. Elle s'y enferme afin de fuir sa mère en entraînant Maxime à ses côtés. La pièce est présentée dans la salle d'essai du théâtre Exigu du 11 au 28 mars. (S.B.-A.)

**Dentiste artiste
Se faire
les dents****Geneviève Beaulieu Veilleux**

genevieve.beaulieu-veilleux.1@ulaval.ca

Québec — Promue à être dentiste, Julie Lajoie dévoile désormais ses toiles à l'Espace contemporain, tout en remportant un premier prix.

Mme Lajoie est la première récipiendaire du Prix l'Espace contemporain. Elle a ainsi obtenu le privilège d'exposer neuf de ses œuvres à la galerie située dans le Vieux-Québec, en plus de recevoir une bourse de 500 \$.

«Je suis heureux d'encourager une artiste talentueuse qui plus est, de la région, en lui offrant sa première exposition solo», a commenté Michel Therrien, directeur de L'espace contemporain.

La démarche artistique de Julie Lajoie se situe autour du mouvement, de l'intériorité, du trait et de l'espace. Elle a choisi de présenter ses peintures sous le thème de la course hippique, et ce, en grand format. «J'ai voulu présen-

ter le cheval en action, sa force, son intensité, sa grâce aussi», a-t-elle expliqué.

Ses études collégiales en sciences pures et son doctorat en médecine dentaire la destinaient à une carrière en dentisterie. Pourtant, sa passion pour l'art l'a emportée et Mme Lajoie a complété avec succès son baccalauréat en arts visuels à l'Université Laval en 2008.

Questionnée sur ce que l'art lui apportait, la jeune femme a raconté: «Ce qui est merveilleux en art, c'est de partager une vision avec le public. On crée un monde imaginaire ou une réalité brutale et, ensuite, on laisse les gens interpréter notre œuvre à leur façon.»

Québec horizon culture

Allier business et culture

Cédric Paré

cedric.pare.1@ulaval.ca

Québec — Le programme Québec horizon culture a permis d'injecter près de 105 M \$ dans le domaine culturel à Québec depuis sa création en février 2009.

Un peu plus d'un an après son lancement, le bilan du programme est relativement positif, malgré des actions concrètes timides sur le terrain. Une majorité des programmes sont en cours de réalisation mais la plupart sont encore à l'étape du démarrage.

Selon des intervenants joints par L'EXEMPLAIRE. Il est encore tôt pour se prononcer et il n'y a pas encore beaucoup de retombées concrètes, mais ça s'en vient.

À l'étape du ficelage

La tenue d'un festival littéraire en octobre 2010, des programmes de subvention prochainement bonifiés ou encore des concours vidéo qui en sont actuellement à l'étape des mises en candidature, sont quelques exemples de projets culturels en cours.

«Dire que ce programme est un grand changement serait mentir, mais certainement ça aide. Tout n'est pas encore ficelé, plusieurs avancées ont été faites, mais le travail n'est pas terminé», a commenté Pierre Trahan, conseiller en communication au Centre local de développement de Québec.

Pont entre culture et monde des affaires

M. Trahan a ajouté que Québec horizon culture vise à permettre aux arts créatifs et au monde des affaires de Québec de «tisser des liens» et d'accomplir des projets en commun. La finalité est de rendre intéressante la culture aux yeux des gens d'affaires et de les inciter à investir.

Ce mouvement concerté poussant la culture de Québec à l'avant-plan «permet à tout le monde de

travailler en équipe. On s'est tous mis d'accord et ça donne plus de poids à notre démarche, car on avance tous ensemble», a précisé M. Trahan.

Pas qu'une question d'argent

Certains fonds monétaires ont été créés et d'autres se sont vus bonifiés, «mais ce n'est pas uniquement de l'argent qu'on veut. On veut aussi que les gens d'affaires s'intéressent à la culture par du bénévolat d'affaires. Par exemple, que les gens d'affaires siègent sur des conseils d'administration ou qu'ils puissent partager leur expertise de gestion avec les organismes culturels», a mentionné Danielle Bédard, responsable du développement des affaires en culture à la Chambre de commerce de Québec.

Plus de fonds

«La création de fonds ou de fondations par les entreprises privées est aussi la bienvenue ou encore l'augmentation des contributions par l'achat de billets à des événements culturels pour leurs clients. Ce volet de mécénat culturel est très large et touche à plusieurs facettes», a-t-elle poursuivi.



Photo Kelly Vilo

Yannick Nolin (à gauche) et Michaël Pineault (à droite)

Kabaret Kinomada

Au-delà des frontières

Kelly Vilo

kelly.vilo.1@ulaval.ca

Québec — Québec accueillera une trentaine de cinéastes venus des quatre coins du monde du 18 au 27 mars dans le cadre du projet Kinomada.

Le projet est né du jumelage de deux événements antérieurs. Le premier est le Kabaret des déclencheurES de 2007, un organisme à but non-lucratif aux mandats sociaux et artistiques et le Kabaret rencontre de 2008 de l'association Kino.

De plus, la participation à un festival du genre au Mexique a motivé Yannick Nolin, coordonnateur de Kinomada, à lancer le projet au Pérou en 2009.

«Un Kabaret, c'est une semaine de production intensive où des gens se réunissent pour faire des films», a-t-il expliqué. La différence d'avec un Kabaret «normal» est l'ajout d'un volet plus professionnel, incluant notamment des formations gratuites pour les participants lors des premiers jours de l'événement.

Pendant une semaine, des réalisateurs, monteurs et acteurs amateurs vont tourner des films d'une dizaine de minutes. «Le but de tout ça est de présenter devant le public la dernière journée du Kabaret. On travaille tous ensemble sans compétition», a ajouté M. Nolin.

Au-delà du projet artistique, Kinomada se veut un événement social. Si l'année précédente a été marquée par la participation de jeunes de la Restringa, une maison d'aide pour jeunes en difficulté au Pérou, les organisateurs essaient d'approcher différentes communautés culturelles.

«C'est dans le processus. Il y a aussi des jeunes qui font des films dans une école secondaire qui vont venir pendant une jour-

née pour apprendre comment faire un tournage de film», a ajouté le coordonnateur de Kinomada.

Le festival international veut repousser les frontières. Des cinéastes autochtones et huit autres venus du Mexique, de Cuba, de France, de Belgique et du Pérou seront présents. «Je trouve, et Télé-Québec partage cet avis, que ça permet à Québec de jouer son rôle de capitale dans le sens d'un endroit qui rayonne», a félicité Daniel Le Saunier, coordonnateur de Télé-Québec.

Grâce à la contribution des partenaires, les réalisateurs péruviens rencontrés l'année dernière vont pouvoir venir gratuitement. Cependant, deux d'entre eux n'en ont toujours pas la possibilité, pour une question de visas. Michaël Pineault, représentant des DéclencheurES, a expliqué que l'ambassade canadienne a peur que l'un d'eux fasse une demande d'asile ici.

Pour l'autre, il y a une crainte qu'il ne puisse pas subvenir à ses besoins dans la Capitale, alors que tous les frais de voyage et d'hébergement sont pris en charge.

«Québec a une richesse incroyable mais il y a un cloisonnement qui se fait. Les communautés immigrantes ont parfois une certaine difficulté à s'intégrer. À travers ce processus créatif là, on arrive à faire sauter les barrières», a ajouté M. Pineault. Le fruit du travail des différents participants du Kabaret sera diffusé à la salle multi le 27 mars prochain.



Photo Cédric Paré

«French Connection» fait bouger le Québec

La nouvelle sensation pop Kate Ryan était de passage au Capitole samedi dernier dans le cadre de sa tournée pancanadienne intitulée «French Connection». Les fans de Québec ont répondu en grand nombre à l'invitation et ont sans contredit été séduits par la prestation de l'artiste belge. Cette dernière n'a pas manqué d'interpréter ses versions remaniées des plus grands succès francophones, dont Voyage Voyage, Elle elle l'a et Désenchantée. Kate Ryan s'envolera sous peu pour l'Espagne, puis l'Allemagne, afin de poursuivre sa série de spectacles. (M.D.)

EN BREF

BASKETBALL
Défaite au provincial

L'équipe masculine de basketball du R&O de l'UL s'est inclinée en finale provinciale, samedi dernier face aux Citadins de l'UQAM, par la marque de 78-75. Malgré une avance de 41-30 à la mi-temps, les hommes de Jacques Paiement Jr n'ont pu mettre la main sur la bannière de champions de la province. Une victoire contre l'UQAM aurait permis à la formation lavalloise d'obtenir un laissez-passer pour le Championnat canadien de SIC qui aura lieu du 19 au 21 mars prochain à l'Université Carleton à Ottawa. (C.G-P.)

VOLLEYBALL
Déception chez les hommes

Malgré beaucoup d'espoir, la formation masculine du Rouge et Or en volleyball, classée première au pays, s'est inclinée en demi-finale canadienne face aux Spartans de l'Université Trinity Western en cinq manches, samedi soir, à Thompson Rivers. Le jour suivant, le Rouge et Or a subi un revers en trois manches en finale pour la médaille de bronze face aux Golden Bears de l'Alberta. Les favoris du Championnat canadien de volleyball de SIC repartent donc bredouille. (C.G-P.)

BOXE
Pacquiao trop fort

Le boxeur Manny Pacquiao des Philippines a littéralement fait une bouchée de son adversaire ghanéen Joshua Clottey en douze rounds, samedi soir devant 51 000 spectateurs au Cowboys Stadium à Dallas. Sa victoire par décision unanime des juges permet à «Pacman» de conserver son titre de champion des mi-moyens de la WBO. (C.G-P.)

SOCCER
Beckham absent

David Beckham ne pourra participer au Mondial-2010 en raison d'une rupture du tendon d'Achille. Le milieu de l'équipe d'Angleterre a subi cette blessure, dimanche, alors qu'il disputait un match avec l'AC Milan. Le sélectionneur de l'équipe anglaise, Fabio Capello a annoncé la nouvelle tôt lundi matin. (C.G-P.)

Match des anciens**Revivre la rivalité d'antan****Vincent Breton**

vincent.breton.2@ulaval.ca

Québec — La Capitale-Nationale a eu la chance de revivre, samedi dernier, la vraie rivalité Québec-Montréal lors du match des anciens Nordiques et Canadiens au Colisée Pepsi.

Pour l'occasion, les Alain Côté, Michel Goulet, Guy Lafleur et même Peter Stastny ont revêtu leur vieil uniforme d'autrefois. Cette partie amicale a donné place à des retrouvailles appréciées. «C'est agréable de se revoir, de se parler, de jaser, même avec l'autre côté [Canadiens]», a souligné l'ancien joueur des Nordiques, Alain Côté, sourire aux lèvres.

Le numéro 19 a aussi mentionné que ce qui a manqué aux Nordiques dans cette défaite de 11 à 8, c'est le physique. En effet, la vieille équipe de la Capitale n'a pas de relève. Du moins, «jusqu'à ce qu'il y ait une autre équipe à Québec», a-t-il laissé entendre.

Par ailleurs, M. Côté affirme appuyer le projet du retour du hockey professionnel à Québec, tout comme son ancien capitaine, Pe-

ter Stastny. «La Ligue nationale a besoin d'une rivalité comme on a vécu entre les Nordiques et les Canadiens», a plaidé Stastny.



Photo Vincent Breton

Même les anciens Nordiques appuient le retour d'une équipe de hockey professionnelle dans la ville de Québec.

Nicolai Bangsgaard**Le tour du monde sur deux roues****Fleur-Jennifer Ntoko**

fleurjennifer.ntoko.1@ulaval.ca

Cité universitaire — Le Danois Nicolai Bangsgaard a terminé son tour du monde à vélo le 20 février dernier.



Courtoisie Nicolai Bangsgaard

Nicolai Bangsgaard a fait le tour du monde en vélo. Le voici dans le désert du Maroc.

De retour à Copenhague après 1 413 jours et 68 120 kilomètres, le voyageur s'estime chanceux d'avoir pu réaliser son rêve. Sa condition physique a toujours été excellente grâce à la pratique de divers sports tels le squash, la gym et le football intérieur.

Le seul bémol de son parcours est survenu lorsqu'il se trouvait sur la route, au nord du Népal. En effet, des problèmes digestifs lui ont valu quatre jours de repos.

À travers les pays qu'il a parcourus, Nicolai Bangsgaard a reçu un accueil enthousiaste de la population. Il a expliqué qu'il aurait pu choisir un autre moyen de transport, mais selon lui «une arrivée à vélo dans un petit village du Laos rencontre un accueil plus chaleureux et plus humain des habitants.» C'est également pour l'appel du grand air qu'il a choisi de voyager sur la selle d'un vélo.

M. Bangsgaard est un anthro-

pologue en herbe qui désirait aller à la rencontre de différentes cultures.

Sur ses deux roues, il a visité des endroits aussi reculés qu'exceptionnels tels que Tahiti, la Tasmanie ou encore l'ouest du désert du Sahara. C'est grâce à un financement venu de commanditaires qu'il a pu rassembler son équipement sportif.

De plus, Nicolai Bangsgaard a assuré que «malgré la croyance habituelle, ce genre de voyage est très peu coûteux, la seule chose à se procurer étant de la nourriture.»

Le site Internet qu'il a créé lui a par ailleurs permis de générer d'importants gains. Les visiteurs du site ont pu acheter un kilomètre de son parcours pour environ 0.20\$ CAD et ainsi figurer sur son panthéon.

Lorsqu'on lui demande s'il recommanderait ce périple à d'autres aventuriers, ce dernier répond simplement: «Rêves-en, planifie-le et fais-le, rien de plus compliqué.»